

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS

NEVERS, le 25 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BIOSYLVA

Chemin des Champs Bailly
58200 COSNE-COURS-SUR-LOIRE

Références : 220588
Code AIOT : 0005403115

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/08/2022 dans l'établissement BIOSYLVA, implanté Chemin des Champs Bailly - 58200 COSNE-COURS-SUR LOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 19 août 2022 vers 10 h, l'astreinte DREAL est contactée par le CODIS 58, signalant une intervention pour départ de feu.

Vers 11 h, l'UiD DREAL est informée par le SDIS que le feu est maîtrisé mais que des fumées se dirigent vers l'autoroute.

L'inspection réactive a lieu ensuite.

Le feu serait dû à une fermentation d'écorces, du fait de l'humidité conjointe aux fortes chaleurs. Un facteur aggravant est la panne d'un broyeur, ce qui a limité la rotation des écorces et a augmenté les stocks.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOSYLVA
- Chemin des Champs Bailly - 58200 COSNE-COURS-SUR-LOIRE
- Code AIOT : 0005403115
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'entreprise BIOSYL(VA) est spécialisée dans la fabrication de granulés de bois. Elle valorise les billons de bois issus des exploitations forestières d'UNISYLVA en fabriquant un granulé haut de gamme. La production annuelle est d'environ 150 000 t de granulés pour une consommation annuelle de matières premières de 280 000 t de rondins de bois. Ces produits sont destinés à la vente aux particuliers et aux petites collectivités sous forme de bigbag ou vrac. La société BIOSYLVA est autorisée par arrêté préfectoral du 6 juillet 2012 à exploiter une installation fabrication de

granulés de bois sur le territoire de la commune de Cosne-Cours-sur-Loire. Les installations concernées sont un dépôt de bois (produit fini) de 84 902 m³ et le stockage de résidus de bois pour 14 964 m³.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécurité incendie
- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plans	Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 7.1.1	/	Sans objet
2	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 7.2.5	/	Sans objet
3	Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 7.5.7.1	/	Sans objet
4	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 7.5.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection n'a pas relevé de non-conformité. Sauf forte pluie à court terme, le feu s'éteindra quand tout le tas aura brûlé, ce qui peut prendre plusieurs jours. Pas de craintes particulières tant que le site est sous la surveillance du SDIS et qu'une vigilance est maintenue vis-à-vis des fumées qui vont sur l'autoroute.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : L'exploitant a présenté des plans qui ont servi au SDIS.
Observations : Il convient que l'exploitant transmette les plans actualisés à l'Inspection afin de pouvoir juger si leur précision et leur degré d'actualisation est suffisant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'un poteau incendie assurant un débit de 100 m³/h au niveau de l'entrée ouest du site, - d'une réserve incendie de 200 m³ et d'une bâche à eau également de 200 m³ à proximité des bâtiments de stockage et du parc à bois. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats : L'exploitant disposait bien de : -1 poteau incendie alimenté en eau de ville, il n'a pas été utilisé par le SDIS, les bassins étant suffisant en première intervention et pour ne pas prélever d'eau en période de sécheresse, -1 réserve et 1 bâche d'eau pleine, jugées bien accessibles par le SDIS. Elles sont alimentées par un forage, -un RIA (non prescrit) a aussi été utilisé. Le SDIS est sur place et surveille le feu avec le matériel et les moyens en eau jugés suffisants (avec réalimentation des bâches par l'eau d'un étang privé voisin). Le SDIS restera présent toute la nuit . L'exploitant indique qu'il va réfléchir à une surveillance régulière par caméra ou sonde thermique.</p>
Observations : Il convient que l'exploitant transmette à l'Inspection les derniers rapports de contrôle des extincteurs et RIA.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 7.5.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum déterminée selon le calcul précisé à l'article 7.4.1. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3.10 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Afin de réguler le rejet en situation de pluie abondante d'occurrence décennale, les eaux pluviales sont collectées dans un bassin de rétention. Ces deux bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet le dimensionnement des bassins tout au long de l'aménagement de la plate-forme. Pour cela, il devra tenir à la disposition du service des installations classées, l'inventaire des surfaces imperméabilisées et les volumes de rétention nécessaires à la régulation des rejets d'eaux pluviales et au confinement des eaux potentiellement polluées.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique avoir fermé la vanne du bassin (confirmé par le SDIS). L'Inspection a constaté la présence du bassin de confinement, qui n'appelle pas de remarques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 7.5.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les stockages de bois assurés à l'extérieur des bâtiments sont organisés en îlots d'un volume maximal de 5 400 m ³ . Ces îlots sont distants, <i>a minima</i> , de 10 mètres entre eux, des limites de propriété et de tous bâtiments, équipements et installations du site.
Constats : Le tas d'écorce qui a pris feu faisait 500 m ³ selon l'exploitant, les tas de bois permanents voisins étaient à environ 12 m du tas. Lors de l'intervention, en accord avec le SDIS, l'exploitant a étalé le tas à la chargeuse, ce qui a réduit temporairement les distances, le temps que l'exploitant enlève complètement les écorces étalées, ce qui a dû être finalisé dans la journée.
Observations : Il convient que l'exploitant modifie ses consignes pour prévenir un tel incident lors des faibles rotations d'écorces (broyeur en panne), ou des fortes chaleurs suivant de la pluie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet